

ÉDITORIAL

Mai 2020

De la 19^e Province au Covid-19

Mais quel rapport entre la 19^e Province et le Covid-19, si ce n'est le chiffre 19 ? Avant de faire le lien, rappelons que la « 19^e Province » est rentrée dans nos vies lors de la guerre du Golfe. Pour Saddam Hussein, le Koweït était la 19^e Province d'Irak dont le pays avait été spolié des années auparavant par les Anglais, car elle avait d'importantes réserves pétrolières. Au moment des faits, pas un Français qui ne connaissait tout de la 19^e Province alors qu'en même temps, il aurait été bien incapable de donner les dates de début et de fin des cinq Républiques françaises (hormis évidemment, la date de fin de la 5^e).

Ainsi en est-il du lien entre 19^e Province et le Covid-19. Tout le monde a son avis sur l'épidémie, sa contagiosité, sa gravité, sur les différents masques, leurs différences, leurs qualités respectives, sur les trafics supposés dont ils auraient été l'objet, sur l'incompétence de l'État quant à leur gestion et ne parlons pas des traitements et des disputes à leur égard qui ne relèveraient que de l'opposition ridicule entre les vendus à l'establishment contre le chercheur libre, lanceur d'alerte, sans se soucier de la rigueur habituelle et des contraintes de la recherche médicale, mais tout en se retournant dès que possible contre ceux qui auraient autorisé un traitement s'il avait eu des conséquences graves.

Vérité, mensonges, trahison, incompétence, obscurantisme, manque d'audace pour les nouveaux traitements, mépris pour la rigueur de la démarche scientifique et de la validation des études, autant de thèmes colonisant notre quotidien depuis le début de l'épidémie, mais aussi biopouvoir envahissant qui aurait ravi Michel Foucault, et qui est un vrai sujet « politique » vraiment intéressant. Qui doit détenir un pouvoir de décision : le conseil scientifique Covid-19 ou l'exécutif ?

Et étrangement, alors que la **liberté d'aller et venir** est entravée pour tous, ce principe constitutionnel restreint au profit d'un autre, la **protection de la santé**, aurait dû inspirer les professionnels de la psychiatrie et leurs usagers pour alimenter les réflexions collectives et interroger les pratiques psychiatriques. Tel n'a pas été vraiment le cas, ou tout du moins, espérons-le, uniquement car nous sommes tous pris dans le feu de l'action. Comme pour beaucoup de faits inhérents à cette situation exceptionnelle, les commentaires et analyses viendront certainement après-coup. Pourtant, les confusions entre confinement et isolement sont très présentes en ce moment en psychiatrie. Quelles mesures préventives faut-il prendre lors de l'hospitalisation d'un patient ? Faut-il créer un sas, faut-il un temps d'observation (de durée variable selon les hôpitaux) laissant le patient confiné (enfermé ?) en l'absence de signes cliniques évocateurs de Covid, sans oublier que toute fièvre, toux ou rhinite seraient devenues des signes pathognomoniques de Covid, excluant toute autre pathologie virale ou bactérienne. La psychiatrie a connu dans son passé la psychose unique (Enheitspsychose des Allemands au

19^e siècle) et notre époque découvrirait-elle la virose unique ? Il faut bien reconnaître que les autorités sanitaires n'ont guère aidé ou conseillé la psychiatrie hospitalière sur ce point, comme pour les unités Covid. Il en sera probablement de même pour le déconfinement. Il faut heureusement admettre que malgré les hésitations, les doutes et les méconnaissances collectives, la psychiatrie a su s'organiser rapidement en s'appuyant sur ses dispositifs de soin habituels pourtant en souffrance depuis des décennies.

Ces réorganisations ont-elles été suffisantes ? L'avenir le dira, mais dès maintenant, on peut considérer que les moyens de téléphonie ou de téléconsultations ont été certes nécessaires, mais adaptés uniquement à l'urgence et certainement pas suffisants. Si la distanciation physique ne semble contestée par personne, la distanciation sociale n'est guère compatible avec la vie humaine qui nécessite présence et proximité sociale et tout particulièrement dans les soins psychiatriques. Les patients expriment de plus en plus le besoin de reprendre les activités thérapeutiques, et le manque permet de constater à quel point les activités de groupe sont importantes pour les patients qui ressentent le besoin de se retrouver entre eux et de retrouver leurs soignants. Parmi ceux qui ne l'éprouvent pas, certains risquent de se replier, de s'isoler et de voir leurs pathologies s'aggraver. La période de déconfinement est pour l'instant redoutée, d'autant plus que les mesures de précaution risquent encore de ralentir la reprise de l'offre de soins pendant un temps indéterminé.

*

**

Donc, tout le monde a un avis sur tout. Il en est ainsi du monde du jour d'après qui permettrait de corriger les erreurs passées et la construction d'un Nouveau Monde lumineux. Le 11 mai, comme grand jour révolutionnaire grâce au Covid, nouvel allié des luttes sociales, qui donne naissance à une Internationale de la fraternité mondiale face à un ennemi universel et insidieux.

Il faudrait être bien naïf pour croire que les vieux démons seraient terrassés par le Covid, d'autant plus que les adeptes de la pensée complotiste croient qu'il aurait été créé par de perfides ennemis, étrangers le plus souvent, mais aussi parfois par des ennemis de l'intérieur (un prestigieux Institut français), pour d'obscurs intérêts. Sans avoir la prétention de savoir quel sera le monde post-pandémique, tout en se doutant que les dotations budgétaires insuffisantes du monde d'avant ne risquent pas d'enfler après les dépenses occasionnées par l'épidémie, il est déjà possible de constater des indices même discrets de permanence du vieux monde.

Ainsi au début de l'épidémie, le Conseil d'État a définitivement et opportunément validé Hopsyweb qui permet d'établir des correspondances entre les personnes hospitalisées sans consentement en psychiatrie avec le fichier de signalement pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT) sans entraîner de réactions dans les médias, mobilisés par l'épidémie. La FFP, qui s'était associée aux organisations professionnelles ayant juridiquement contesté les décrets, ne baisse pas les bras et participe à un projet de livre pluridisciplinaire sur les questions sociétales que pose ce fichier. Comme les posent d'ailleurs tous les fichiers, car on constate qu'avec le Covid, le traçage est d'actualité, interpellant les limites du secret médical, mais au risque d'être plébiscité et accepté par une large partie de la

population au nom de la santé publique, comme le décrit précisément et de manière inquiétante un article du Monde diplomatique de ce joli mois de mai : « Urgence sanitaire, réponse sécuritaire ».

Autre sujet, moins spécifique, mais symptomatique des impératifs financiers, le ministère de la Santé a annoncé la suspension des travaux sur le financement de la psychiatrie, pourtant engagés depuis des mois, entraînant une réaction immédiate de seize organisations professionnelles à laquelle la FFP s'est associée.

La gouvernance hospitalière a aussi été mise à mal pendant la crise, oubliant qu'il était plus qu'utile dans les situations difficiles de mener une concertation nécessaire plutôt que de décider dans des comités ultra restreints et même pour des décisions importantes pouvant conduire à des restructurations avec fermeture de lits. Dans des zones géographiques où la psychiatrie est particulièrement en difficulté, il est difficilement compréhensible de voir des directions d'hôpitaux attaquer le statut des praticiens hospitaliers, comme en Guadeloupe qui semble vouloir se saborder.

On le voit, la tâche va être ardue dans les mois et années à venir, d'autant plus que rien ne garantit contre la survenue d'autres catastrophes imprévisibles. Comment les fractures sociétales, pourtant très présentes, mais trop souvent occultées, vont-elles pouvoir être réduites après que nos sociétés auront été fragilisées ?

La Fédération Française de Psychiatrie ne manquera pas tout au long de ses actions, contributions, comme sa recommandation sur le déconfinement, et de ses éditoriaux ouverts à toutes ses composantes, sociétés savantes et syndicats, d'en rendre compte avec toute la diversité qu'elles représentent.

Dr Michel DAVID
Psychiatre/pédopsychiatre des Hôpitaux
Président de la FFP